

# Liberté pour Loup Bureau : le journalisme n'est pas un crime



A nouveau les autorités turques, qui décidément ne supportent pas la liberté d'expression ni la liberté de mouvement des reporters étrangers en Turquie, ont embastillé un journaliste français, Loup Bureau, après 5 jours de garde à vue. Il est soupçonné d'activités « terroristes ».

Collaborateur de la chaîne française TV5 Monde, il a été interpellé la semaine dernière au poste-frontière de Habur entre l'Irak et la Turquie, avant d'être incarcéré dans la ville de Sirnak, une zone à majorité kurde située dans le sud-est de la Turquie et frontalière de l'Irak et de la Syrie.

Les autorités turques affirment que le journaliste était en possession de photos le montrant en compagnie de combattants kurdes syriens des YPG.

Le ministère français des Affaires étrangères a confirmé l'arrestation de notre confrère soulignant « suivre avec la plus grande attention la situation de notre compatriote détenu en Turquie et être en relation avec sa famille. L'ambassade de France à Ankara est en contact avec les autorités locales afin de pouvoir exercer au plus vite la protection consulaire ».

Cette nouvelle arrestation survient après la récente affaire Mathias Depardon, le photographe français qui avait été arrêté dans le sud-est de la Turquie en mai dernier. Il avait été expulsé au bout d'un mois de détention grâce à une forte mobilisation des syndicats français de la FIJ, des ONG, et des défenseurs des droits de l'Homme.

Depardon était accusé, comme d'habitude désormais de « propagande terroriste » pour le compte du PKK, pour avoir diffusé sur les réseaux sociaux des photos prises au cours d'un reportage.

Il est clair que les dirigeants turcs et le président Erdogan en tête abhorrent les journalistes étrangers trop curieux et n'hésitent pas à les arrêter pour imposer un mur du silence sur la réalité de ce pays qui est la plus grande prison au monde pour les journalistes où 160 de nos confrères sont derrière les barreaux.

La répression s'abat en effet sur les journalistes turcs et kurdes de façon redoublée depuis la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 avec des fermetures de médias par dizaines, tuant la liberté d'expression.

En témoigne le procès récent à Istanbul de 19 journalistes du quotidien de l'opposition turque Cumhuriyet. Ils risquent jusqu'à 43 ans de prison, accusés d'aide aux « organisations terroristes armées »

Les syndicats SNJ – SNJ-CGT – CFDT-journalistes, membres de la Fédération internationale des journalistes (FIJ – 600 000 adhérents dans 149 pays) :

appellent à la libération immédiate de notre confrère Loup Bureau ; exigent que le gouvernement français mette tout en œuvre pour ce faire. Les propos convenus ne suffisent plus.

SNJ – SNJ-CGT – CFDT-journalistes tiennent les autorités turques pour responsables du sort de Loup Bureau.

Avec la FIJ et la Fédération européenne des journalistes (FEJ), ils demandent la saisie du Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour la liberté des médias, dont le représentant est Harlem Désir depuis le mois dernier.